APERCU DE FAISABILITE D'UNE REPONSE HUMANITAIRE RAPIDE DANS LA VILLE DE BUKAVU FEVRIER 2025

1. Synthèse sur le contexte sécuritaire dans la de Bukavu.

La guerre qui oppose les groupes rebelles M23 et leurs supplétifs le Rwanda, aux FARDC se poursuit dans la province du Sud-Kivu avec des conséquences graves dans tous les Territoires du Sud-Kivu et particulièrement dans la ville de Bukavu. Le Territoire de Kalehe reste touché en grande partie par ces événements malheureux.

En effet, depuis depuis le 18 janvier 2025, la ville de Bukavu et ses environs accueil la population venant du Territoire de Kalehe et de la ville de Goma au Nord Kivu prise en notage par les rebelles du M23/Rwanda.

Signalons aussi que la ville de Bukavu a accueillis un nombre significatif des déplacés qui viennent de Kalehe et Goma et vivent dans les familles d'accueil parfois dans des conditions des precarités. Un mouvement de déplacé d'environ 33.333 ménages soit 200.000 personnes estimées à été signalées dans la ville de Bukavu. Ces déplacés vivent dans les familles d'acueils et dans des conditions de precarité.

Les autorités provinciales et de l'église catholique appellent à la solidarité communautaires pour accueillir ces populations déplacées dans la ville de Bukavu, la Caritas sensibilise les communautés à la cohabitation pacifique et à la solidarité. Plusieurs familles d'acueils et deplcées vivent actuellement dans des conditions des precarités.

Depuis le 3 Février 2025 jusqu'à ce jours, les équipes de la Caritas Bukavu en coloboration avec la division des affaires humanitaires (partie étatique) enregistre des ménages déplacés et familles d'acueils vulnérables liés à cette crise.

CRISE M23 MOUVEMENT DE POPULATION DE DEPLACES 1ères Vagues (3 Février- 10 Février 2025).	
COMUNE ET ZONE DE SANTE	CHIFFRES ATTEINT
BAGIRA	7668 Ménages
KADUTU	5171Ménages
IBANDA	5022Ménages
TOTAL	17861Ménages

Note: Ces enquetes sont réalisées avec 75 enqueteurs en raison de 25 enqueteurs par commune/zone de santé pendant 10jours. En raison d'une moyenne de 23 menages par jours par enqueteur etant donné que les enquetes se deroule dans la ville avec précision des adresses exactes des déplacés facilité par les guides composés des membres des Caritas paroissiales et cadres des bases. Ces derniers avaient eu a réaliser les près ciblages qui ont été contre vérifié validé par les équipes des Caritas pendant les visites ménages.

2. Etat du marché

Cette crise n'a pas affecté les marchés dans la ville de Bukavu en termes d'achat et vente des biens de première nécessité. Les activités continuent à normalement chaque jour comme dans les habitudes. Les vendeurs ont pris de précaution de s'approvisionner en quantité suffisante depuis la résurgence de cette crise. Actuellement on note une disponibilité des produits de première nécessité avec une légère inflation.

3. Lieu d'approvisionnement

Les commerçants (grossistes et détaillants) continuent à s'approvisionner majoritairement dans la ville de Bujumbura (au Burundi), d'autres en tanzanie via le lac Tanganyika jusque dans la ville d'Uvira et d'autre au Rwanda. On n'a pas encore enregistré l'impact significatif sur le marché de la ville de Bukavu etant donné que cela n'affecte pas forcément le fonctionnement normal du marché dans la ville de Bukavu. Mais signalons que dans les mois qui viennent étant donné que le mouvement continu d'arrivé dans la ville de Bukavu, on notera une probabilité sur le changement des prix des produits des premiers necessités suite à une augmentation des personnes déplacées.

4. Evolution des prix sur le marché

Le prix sur le marché reste plus ou moins stable jusqu'à ce jour, depuis le debut de la crise au mois de janvier au sud-kivu. Aucune inflation legère a été enregistrée. Cela s'explique par le fait que la plupart des commerçants préfèrent s'approvisionner au Burundi et en tanzani du fait de la proximité avec la ville de Bukavu par la capitale Bujumbura et les relations entre ces trois pays sont bonnes.

5. En cas de fermeture de frontières du Rwanda

Dans le cas où le Rwanda ferme ses frontières avec la RDC, il est vrai que des conséquences seront observées sur le marché de Bukavu en ce qui concerne l'approvisionnement mais ne pourront pas durer plus de 24 heures. En effet, les commerçants qui ont l'habitude de s'approvisionner au Rwanda ont la possibilité de se tourner vers la ville de Bujumbura (Burundi) et continuer à approvisionner la ville de Bukavu. Le trafic est possible en utilisant la route Bukavu-Ngomo-Uvira pour atteindre Bujumbura passant par les frontières de Kavinvira (Uvira) et Gatumba (Burundi). Il est à noter que la ville de Bukavu est à

provisioner aussi en produits des premières nécessités à travers la ville d'Uvira via le lac Tanganyika. Donc meme si le Rwanda fermé ses frontières, la ville de Bukavu ne sera pas totalement vulnérable.

6. Disponibilité des PSF

A l'issue des échanges que nous avons faits avec certains fournisseurs des services financiers, nous confirmons leur disponibilité en cas d'intervention. Cela dépendra aussi de l'évolution de la crise dans le territoire de Kalehe. Une situation qui nous préoccupe beaucoup actuellement et qui demande un suivi regulier.

7. Voies de communication

Officiellement, le gouvernement provincial du Sud-Kivu a suspendu le trafic sur le lac Kivu jusqu'à nouvel ordre à dater de la prise de la ville de Goma par les rebelles du M23/Rwanda jusqu'à ce jour. Les seules voies opérationnelles pour le moment, c'est la route nationale n°5 (de Bukavu-Katana-Kalehe-Goma) et la voie aérienne à partir de l'aéroport de Kavumu qui n'est pas encore fermé. La voie lacustre reste accessible jusque sur l'île du Territoire d'Idjwi.

PROPOSITION MEB/ENVELOPPE CASH						
Description		Quantité par mois	Unité	Prix unitaire En \$	Prix unitaire EN FC	Besoin en \$/ménages
Vivres	Far manioc	25	kg	15	42000	\$115,50
	Far mais	25	KG	25	70000	
	Riz	25	kg	22	61600	
	Haricot	25	kg	35	98000	
	Huile de P	4,5	L	10	28000	
	Sel de cuisine	500	g	0,5	1400	
	Sucre	5	kg	8	22400	
AME	Bache	1	Pièce	15	42000	\$ 65,40
	Couverture	1	Piece	20	56000	
	Seau 20L	1	Pièce	6	16800	

	Casserole 7L	1	pièce	6	16800	
	Assiettes 24-28cm	1	Pièce	1,5	4200	
	Gobelet Plastique	1	Pièce	0,5	1400	
	Pagne, 100% coton, wax 6 yards	1	Pièce	15	42000	
	Savon de lessive, carton-2 barres/800 gr	2	piece	1,4	3920	
Education (gratuité)	Frais Scolaire	1	Trimestre	0	0	
	Matériels Scolaire	1	forfait	0	0	
Santé)	Frais Médicaux	1	forfait	10	28000	36
	Médicaments	1	forfait	26	72800	
						\$216,90

Il s'observe que dans le cadre des interventions d'urgences de la Caritas, le cash donné reste un appuis aux ménages supplémentaire par rapport aux mesures d'adaptions,

Sur le plan Humanitaire, ces besoins humanitaires devront aussi être couverts pendant plus ou moins 3 mois, ce qui justifierait une intervention à trois phases pour des crises soudaines où les IDPS n'ont pas l'espoir de faire retour dans leurs zones d'origine, la Caritas se propose de faire un soutien (cash) équivalent au chiffre issu du MEB selon le besoin minimum d'une seule personne mais assimilé à un ménage, vu aussi le degré de vulnérabilités des ménages d'accueils,

En effet la Caritas, évite aussi que tous les besoins des ménages ne soient pas pris en charge totalement pour éviter aux bénéficiaires de ne pas rester trop indépendants, ce que la Caritas propose de donner, est un appui de soulagement à un choc existant,

Les données du MEB sont collectées lors de l'analyse de marché et étude de faisabilité dans la ville d'accueils de déplacés à Bukavu, où les enquêtes ménages sont réalisées pour comprendre les degrés des vulnérabilités par secteurs et différentes stratégies développées d'adaptation au choc ainsi que le mécanisme de moyen d'existence,

Au vu de cette analyse,

la Caritas Bukavu propose une intervention en Cash inconditionnel d'une enveloppe standard de 200\$ par ménage bénéficiaire afin de répondre aux besoins urgents multisectoriels exprimés par les ménages pendant des enquêtes.

Notes sur les besoins urgents selon l'ordre prioritaire:

* CASH: L'accès au cash flexible va permettre aux ménages de répondre à leurs besoins urgents

* ALIMENTATION (Food): La plupart des ménages déplacés enquêtés rapportent avoir recouru aux stratégies de survie négatives afin de subvenir aux besoins alimentaires de leurs familles. D'autres rapportent n'avoir pas eu accès à manger et ont passé ainsi des journées ou des nuits sans rien manger. Les ménages d'accueils affirment dans la plus part d'entre eux que leurs moyens économiques ont été épuisés et dépensés par les familles déplacées, et leurs stocks sont épuisés.

* AME : Dans la plus part des ménages déplacés, déclarent que comme la guerre à goma a été une surprise et que les bateaux avaient des capacités réduites, les ménages en provenance de goma n'ont pas pu se déplacer avec les biens des premiers nécessiteux.

Tandis que ceux en provenance de Minova, déclarent que depuis leurs villages des provenances certains des masisi, hauts plateaux et littorales du Territoire de Kalehe avaient une difficulté énorme de trouver des véhicules même des bateaux pour les faciliter les déplacements jusque dans la ville de Bukavu, c'est ainsi qu'ils n'ont pas été à mesure de se placer avec les biens.

Tous ces déplacés déclarent n'avoir pas l'accès aux articles ménagers essentiels tels que les casseroles, les bidons, les assiettes, les gobelets, les habits, les literies,... exprimant ainsi un besoin urgent.

* SANTE: Dans certains ménages enquêtés l'on a retrouvé des malades (chronique) qui ont suspendu leur dose depuis le déplacement et n'ont plus accès aux soins appropriés.

* ABRIS: Les déplacés enquêtés vivent dans une promiscuité avec les familles d'accueil car ils partagent les mêmes locaux. La plupart dorment à même le sol exposés ainsi au risque de maladie. Ils n'ont pas de moyens pour payer le loyer afin de se sentir dans des conditions normales.

* EHA: D'autres besoins ont été exprimés en Eau, Hygiène et Assainissement et Protection surtout pour les enfants non accompagnés.

Methodologie d'enregistrement/ciblage:

Au niveau de la commune et de quartier: focus group entretiens séparé avec les hommes et les femmes, ménages d'accueillis et les déplacés.

Enquêtes ménages sur base des critères amendés et validés par la communauté:

Etre déplacé venant de Goma/grand nord kivu et Kalhe et ses environs

Etre une famille d'accueils vulnérable

Visite porte à porte accompagnés des chefs des avenues/cadre de base et les membres des caritas paroissiales dans chaque cev.

Existence des listes des préciblages au niveau des autorités communes, quartiers et avenues et leurs vérifications.

Les réunions des suivis au niveau des communautés et au niveau des autorités étatiques, de la coordination de la caritas-division des affaires humanitaires et au niveau de la communauté humanitaires du sud-kivu.

Des guides sont composés des cadres des bases et caritas paroissiales

Les enregistrements sont réalisés par les enquêteurs outillés et dotés de matériel de travail formulaire de collect digitalisé dans le **KoboCollect**.

Sensibilisation

Chaque jour d'enregistrement, les communautés sont sensibilisées sur les critères de ciblage, les messages sont passés au niveau de chaque avenue/cellule à travers un crieur de la cellule ou de l'avenue, le message est passé dans les CEV (communautés Ecclésiales Vivantes de l'église catholique) ainsi que de bouche à oreille dans les communautés.

Nous avons sensibilisé les staffs, les enquêteurs, les communautés sur le respect des principes humanitaires pendant l'enregistrement, les critères de sélection dans l'identification afin que l'assistance soit donnée aux cibles. La vulgarisation des critères au sein de la communauté a permis de réduire les plaintes lors de l'enregistrement/ciblage.

a) Mise en place du cadre de redevabilité

Au début de l'enregistrement dans chaque commune, un cadre de redevabilité a été mis en place par la communauté avec l'appui du chargé de la redevabilité. **Pour permettre que ce cadre soit fonctionnel, la le choix des animateurs sont composés par les membres de la paroisses paroissiales et les cadres des bases qui intervient pour signaler un cas des déplacés non enregistrés et ou un nouveau cas qui arrive dans la communauté.** A cela s'ajoute les cas d'abus sous toutes ses formes qui pourrait après une explication sur la nécessité d'avoir un mécanisme d'écoute et de gestion de plaintes et feedback. Lors des visites ménages, les enquêteurs sensibilisent les communautés quand cas des plaintes et ou autre

suggestion lié à ces activités pendant l'enregistrement, chaque personne a le droit de déposer ses préoccupations ou plaintes dans la boîte à plainte/suggestion disponible dans sa commune.

Pour les 3 communes dans la ville de Bukavu, la Caritas a mis en place les points focaux qui ont été choisis par leurs communautés et ont subi une information sur la protection transversale, la redevabilité et le fonctionnement du MEGP. Ils servent comme relais en assurant la communication permanente entre les communautés et l'équipe de la Caritas par la collecte, la transmission, l'analyse et la réponse aux plaintes ainsi que les retours aux émetteurs. Ils sont des informateurs permanents.

CONCLUSION

Tenant compte de la détérioration de la situation sécuritaire dans les zones de provenance pour ces familles déplacées estimées à plus de 200 000 personnes sur la ville de Bukavu et dont le mouvement ne s'est pas encore stabilisé; les menaces et l'avancée des rebelles dans la conquête des localités environnantes de la ville de Bukavu, la présence des rebelles M23 dans plusieurs villages du Territoire de Kalehe, la non réouverture de voie de navigation lacustre du lac Kivu, la prise d'otage de la ville de Goma et plusieurs villages du Nord Kivu, ce ci restent toujours un blocage pour le retour des déplacés.

- Vu, les capacités et expertises dans la réponse rapide pour le mouvement des populations, vu les conditions des vies précaires déjà enregistrés, la Caritas développement Bukavu prévoit réaliser une intervention multisectorielle en transfert monétaires pour répondre aux différents besoins multisectoriel urgent des IDPs accueillis dans la ville de Bukavu en premières vagues.

Cette intervention devra être rapidement possible, vu la détérioration du contexte sécuritaire sur terrain. L'intervention ne devra pas dépasser 6 jours maximum tout en tenant compte de la qualité et procédure d'une intervention en réponse rapide.

Fait à Bukavu,

Le 08/02/2025